

Enjeux sociaux, politiques et scientifiques de la dématérialisation

Résumé

Comme chaque année, les doctorant·es du laboratoire Analyse comparée des pouvoirs (ACP) de l'université Gustave Eiffel organisent une journée d'étude pluridisciplinaire. Le thème de cette journée porte sur les enjeux sociaux, politiques et scientifiques de la dématérialisation. L'objectif de cette journée est de réfléchir et discuter sur la façon dont les chercheuses et chercheurs en sciences sociales, notamment en histoire, géographie, sociologie, anthropologie, sciences politiques ou encore en sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) analysent les enjeux de ce processus et ses conséquences, dans la société et dans la production scientifique.

Introduction

La dématérialisation est un processus omniprésent depuis plusieurs décennies. Elle désigne littéralement l'opération qui rend un objet immatériel, et en cela, elle est avant tout abordée comme un procédé technologique, étroitement lié au développement des outils numériques. Centrée sur des objectifs d'accessibilité, de partage ou de simplification, elle est donc souvent considérée comme un progrès, au point d'être un passage obligé des stratégies dites de « transition numérique », applicables à la fois dans la production et la diffusion de connaissances scientifiques, dans le cadre des entreprises, des politiques publiques ou de la vie privée. L'épidémie récente de covid-19 a accéléré et massifié ses applications, ce qui a permis de mettre au jour ses coûts et ses ambiguïtés. Les sciences sociales s'emparent de ce processus soulignant les questionnements et paradoxes qu'il soulève, et son inscription dans des enjeux de pouvoirs.

Au cours de cette journée d'étude nous tâcherons de discuter des enjeux et des effets de la dématérialisation sur la société en général, et sur les sciences sociales en particulier, selon trois axes d'étude : mise en perspective du concept de dématérialisation ; mise en débat de ses conséquences ; mise en question de sa pratique par les sciences sociales.

Mise en perspective de la notion

Dans son sens courant, le phénomène de dématérialisation fait écho à la technologie de numérisation. Toutefois, ce terme peut désigner plus globalement une distinction entre le support matériel d'une donnée ou d'un objet et son contenu. Traiter des données dématérialisées revient stricto sensu à distinguer leur « contenu » idéal de leur manifestation matérielle, reproductible dans un autre support matériel. Une telle définition permet de remettre le concept en perspective, l'écriture pouvant ainsi être considérée comme une première technologie de dématérialisation (Goody, 1979). Des historien·nes ont ainsi montré que le développement des pratiques d'administration par l'écrit sont à la fois des outils de gouvernement et des laboratoires de l'abstraction, conduisant à créer les objets par lesquels ils exercent le pouvoir (le territoire, les sujets, le royaume...) (Dewez et Tryoen (dir.), 2019). Ainsi, avant d'être un phénomène social, la dématérialisation est l'objet d'une politique visant à modifier les supports matériels. Comment ancrer dans une temporalité plus longue le phénomène de dématérialisation que nous connaissons actuellement ? Quelles politiques sous-tendent sa mise en place ?

De plus, si la prééminence accordée à l'idéal sur le matériel a pu déterminer des traditions de recherches, un récent tournant matériel des sciences sociales et historiques semble avoir rebattu les cartes. Ce « retour au matériel » (Weber, 2014), appliqué aux réseaux virtuels, invite à étudier la matérialité de ces réseaux, à montrer leur inscription dans l'espace et l'ensemble des acteurs liés à leur déploiement (Dupuy, 2002). La dématérialisation, entendue comme diminution ou suppression du matériel à travers le numérique, apparaît donc comme illusoire. Cette dématérialisation se traduit

plutôt par une reconfiguration du support matériel des données et des pratiques, au cœur d'enjeux politiques, sociaux et environnementaux, que cette journée se propose de discuter.

Mise en débat des conséquences de la dématérialisation

Une des dimensions les plus présentes de la dématérialisation dans la société est celle des démarches administratives et des services publics, à l'œuvre depuis les années 2000 mais qui connaît une accélération très rapide ces dernières années. Cette dématérialisation, souvent présentée dans le débat public comme un simple outil – qui s'imposerait "naturellement" du fait du progrès technologique et qui permettrait d'améliorer la qualité du service – est surtout le fruit de décisions politiques, dont les conséquences doivent être mises en débat. Depuis quelques années, face à l'accélération de ce processus, de nombreux·ses chercheur·ses s'interrogent sur les objectifs, les formes et les impacts de ces politiques publiques. Plusieurs journées d'étude ont mis en évidence les intérêts et les risques de cette dématérialisation administrative : inégalités d'accès aux droits, fracture numérique, diminution voire suppression d'accueil physique et de personnel dans les services etc. (EGIDE, 2020 ; IREA, 2015 ; IFG-IRIS, 2021).

Cela questionne l'*empowerment* numérique ou le pouvoir d'agir des populations face à l'outil numérique, pour les démarches administratives et quotidiennes (Le Mentec, 2020 ; Brotcorne, Bonnetier et Vendramin, 2019). Ainsi peut-on souligner la dualité de la généralisation de l'outil numérique, parfois porteur d'exclusion et d'inégalités ; mais potentiellement porteur d'émancipation, d'inclusion et de "capacitation" (Briand, 2017). Ce sont ces contradictions que souligne le philosophe Bernard Stiegler en parlant du numérique comme d'un *pharmakon*, à la fois "remède" et "poison" (Stiegler, 2015). Ainsi, comment appréhender, dans les sciences sociales, ce processus de dématérialisation ? Comment analyser cette contradiction entre potentialités d'exclusion et d'émancipation ?

Mise en question de la pratique scientifique dématérialisée

Enfin, le processus de dématérialisation a des implications fortes pour chaque étape de la recherche en sciences sociales : collecte de données ou de sources, analyse des matériaux collectés, diffusion de la recherche. La délimitation d'un corpus de sources ou d'un terrain passe désormais quasi-nécessairement par l'usage d'outils numériques. La concrétisation de nombreux projets de numérisation ou de publication de données publiques sur des portails institutionnels permettent la séparation des lieux de conservation, ou du terrain de recherche, du lieu de travail du/de la chercheur·se. L'accès à ces données devient ubiquiste, tant que celui-ci ou celle-ci dispose d'une connexion internet. Si la facilité d'accès à de grands volumes de données dématérialisées est une avancée, faut-il simplement interroger la dématérialisation à l'aune de l'efficacité ou du gain de temps ? En d'autres termes : qu'est-ce que change (en termes d'interactions sociales, de matérialité de l'archive et des données) le recours à des données dématérialisées ? Concernant les archives, le rapport physique et matériel à l'archive est souvent présenté comme aussi important que son contenu. Il peut y avoir un "rapport intime" aux archives, qui a une influence sur l'interprétation même des sources (Farge, 1989). Cette question du "goût de l'archive" est aujourd'hui de nouveau interrogée dans le contexte de l'ère numérique (Clavert et Muller (dir.), 2019).

La dématérialisation ouvre aussi de nouveaux champs de possibilités en matière d'analyse des données. Si l'existence d'outils numériques au service des méthodes quantitatives ne constitue pas une nouveauté, les évolutions récentes de ces outils (de plus en plus puissants, de plus en plus accessibles, et souvent *open source*) offrent aux chercheur·ses une palette de possibilités inédites : cartographie au moyen de logiciels de SIG, textométrie, bases de données, représentation de données statistiques... Celles-ci orientent-elles les choix méthodologiques et les démarches des chercheur·ses ? Des projets de cartographie participative, par exemple, ont su se saisir de l'outil numérique pour que des

populations produisent elles-mêmes des données sur leur ville, en donnant une existence et une légitimité à ce qui n'apparaissait sur aucun document (Choplin et Lozivit, 2020).

Ainsi, la question que nous aimerions aborder au cours de cette journée ne concerne pas que les gains ou les pertes pour le/la chercheur·se concernant la reconfiguration matérielle des supports de données, mais la façon dont celle-ci affecte la recherche en sciences sociales dans la pratique. Comment les moyens numériques de production de connaissance peuvent-ils finalement influencer l'objet de la recherche, le type d'analyse mené, ou encore les conclusions proposées ?

Bibliographie

- BRIAND M., "De l'accès et des usages accompagnés à l'émancipation. La médiation numérique au temps d'une société en transition", Cahiers de l'action, n°48, 2017/1, pp. 77-80.
- BROTCORNE P., BONNETIER C. et VENDRAMIN P., "Une numérisation des services d'intérêt général qui peine à inclure et à émanciper tous les usagers", Terminal. Technologie de l'information, culture & sociétés [en ligne], n°125-126, 2019, <https://journals.openedition.org/terminal/4809> (consulté le 20/12/2021).
- CHOPLIN A. & LOZIVIT M., "Les fablabs en Afrique : l'innovation numérique au service d'une ville durable ?", Métropolitiques [en ligne], janvier 2020, <https://metropolitiques.eu/Les-fablabs-en-Afrique-l-innovation-numerique-au-service-d-une-ville-durable.html> (consulté le 20/12/2021).
- CLAVERT F., MULLER C., "Introduction : le goût de l'archive à l'ère numérique", Goût Numérique [en ligne], 2017, <https://gout-numerique.net/> (consulté le 20/12/2021).
- DEFENSEUR DES DROITS, Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics [en ligne], 2019, <https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/rapports/2019/01/dematerialisation-et-inegalites-dacces-aux-services-publics> (consulté le 20/12/2021).
- DEWEZ H., TRYOEN L. (dir.), Administrer par l'écrit au Moyen Âge (XIIe-XVe siècle), Paris, Editions de la Sorbonne, 2019.
- DUPUY G., Internet. Géographie d'un réseau, Paris, Ellipses, 2002.
- EGIDE, "De la dématérialisation à la transformation numérique - Opportunités, limites, enjeux", Journée d'étude organisée par les étudiant·es du master GIDE de l'Université de Lille, 9 mars 2020, à Lille, <https://www.adbs.fr/agenda/journee-egide-2020-de-286978>
- FARGE A., Le goût de l'archive, Paris, Seuil, 1989.
- GOODY J., La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage, Paris, Editions de Minuit, 1979 (traduit par Jean Bazin et Alban Bensa).
- IREA, "La dématérialisation des procédures : la nouvelle ère de l'e-administration", Journée d'étude organisée par l'IREA, 18 septembre 2015, à Vannes, <https://www.marsouin.org/article734.html> (consulté le 20/12/2021).
- IFG, IRIS, "Usagers et usagères : face à la dématérialisation des services publics", Colloque organisé par l'IRIS et l'IFG (Université de Lorraine), 31 mai-1er juin 2021, en ligne, <http://iris.ehess.fr/index.php?4896> (consulté le 20/12/2021).
- LE MENTEC M., "Entre devoir d'agir et pouvoir d'agir. Les usagers face à la dématérialisation du service public de l'emploi", Spirale - Revue de recherches en éducation, n°66, 2020/3, pp. 105-118.
- STIEGLER B., "Numérique, éducation et cosmopolitisme", propos recueillis par Paul Audi, Cyril Bedel, Cités, n°63, 2015/3, pp. 13-36.
- WEBER S., "Le retour au matériel en géographie. Travailler avec les objets. Une introduction.", Géographie et cultures, n°91-92, "La géographie des objets", 2014, p.5-22

Modalités de soumission

Les intervenant·es seront invité·es à s'exprimer et à présenter des réflexions sur leur(s) cas d'étude pendant quinze minutes suivies d'une dizaine de minutes de questions et d'échanges.

Un résumé **d'une page au maximum** de la communication proposée (CV de l'auteur·e inclus), sur un ou plusieurs des trois axes d'études proposés, est à envoyer **avant le 28 février 2022** à laura.durand@univ-eiffel.fr et à idil.kafescioglu@univ-eiffel.fr.

Une notification d'acceptation ou de refus des propositions sera délivrée à la mi-mars 2022.

La journée se déroulera le **vendredi 20 mai 2022** sur le campus Champs-sur-Marne de l'université Gustave-Eiffel. Les frais de transport et d'hébergement des intervenant·es pourront être pris en charge par le laboratoire ACP.

Comité d'organisation

Clément Carnielli - doctorant en histoire

Laura Durand - doctorante en géographie

Marie Fontaine-Gastan - doctorante en histoire

Matthieu Gosse - doctorant en histoire

Idil Kafescioglu - doctorante en histoire

Nicolas Le Borgne - doctorant en géographie

Paul Lesieur - doctorant en histoire

Lara Martinais - doctorante en histoire

Fanny Raingeaud - doctorante en STAPS

Aliénor Wagner-Coubes - doctorante en histoire

Comité scientifique

Laboratoire ACP